

LODJ

livre Rose
**MON PAYS
MON AVENIR**

**le projet de société derrière
les 99 mesures**

**Comprendre la vision qui relie
les cinq engagements
et les 99 mesures du
programme législatif 2026-2031**

UNE PUBLICATION DE LA RÉDACTION DE **L'ODJ MÉDIA**
Septembre 2026

SOMMAIRE

Avant-propos — Lire un programme au-delà de la liste des mesures

1. Le monde a changé : cinq certitudes qui ne le sont plus
 2. L'autre urgence : la crise de confiance
 3. « Mon pays, mon avenir » : deux mots pour relier l'appartenance et la projection
 4. Les cinq engagements : l'architecture politique du programme
 5. Premier engagement : faire de la famille un espace de protection et de transmission
 6. Deuxième engagement : protéger le niveau de vie et consolider la classe moyenne
 7. Troisième engagement : « pas de recul » du service public
 8. Quatrième engagement : « zéro tolérance » et restauration de la confiance
 9. Cinquième engagement : la souveraineté comme capacité d'agir
 10. La jeunesse : non pas un chapitre, mais le test du programme
 11. Du « Maroc à plusieurs vitesses » au « Maroc à une seule vitesse »
 12. Ce que L'ODJ Média retiendra comme grille de lecture
- Conclusion — Un projet de protection, de confiance et de capacité d'agir

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN MOTEUR DE RECHERCHE,

mais elle trouve ce
qui compte vraiment.



Chercher n'est pas comprendre.
Nous allons **à l'essentiel.**

W W W . L O D J . M A

NOTE ÉDITORIALE

Ce Livre rose est une publication de la rédaction de L'ODJ Média. Il propose une lecture journalistique, pédagogique et analytique du programme législatif 2026-2031 du Parti de l'Istiqlal et du discours de présentation de son Secrétaire général. Il ne constitue ni une publication officielle du Parti de l'Istiqlal, ni une reproduction de son programme électoral, ni un document de campagne produit par le Parti. Les propositions attribuées au Parti sont celles figurant dans les documents sources consultés. Les analyses, titres, mises en perspective et appréciations relèvent de la responsabilité éditoriale de L'ODJ Média.

Important : la version française du programme utilisée comme outil de travail est explicitement présentée comme une traduction provisoire et ne se substitue pas au texte original en arabe.

MODE D'EMPLOI

Ce premier volume est le livre-matrice de la collection. Il expose le diagnostic, la doctrine et la cohérence générale. Les cinq volumes suivants approfondiront les engagements thématiques et leurs mesures.



Lire un programme au-delà de la liste des mesures

Un programme électoral peut se lire de deux façons. La première consiste à additionner les propositions, à repérer les chiffres, les dispositifs nouveaux et les engagements les plus immédiatement visibles.

La seconde consiste à chercher la cohérence d'ensemble : quel diagnostic du pays et du monde conduit à ces choix ? Quel projet de société se dessine derrière les mesures ? Quelle conception de l'État, de la famille, de l'économie, de la justice et de la souveraineté les relie ?

C'est cette seconde lecture que la rédaction de L'ODJ Média propose dans ce premier Livre rose. Le document ne se substitue ni au programme officiel du Parti de l'Istiqlal ni à la parole de ses responsables. Il cherche à rendre lisible l'architecture politique d'un programme de 99 mesures organisé autour de cinq axes : les valeurs et la famille ; la lutte contre la corruption, la rente et les conflits d'intérêts ; le pouvoir d'achat et la classe moyenne ; le service public dans l'État social ; enfin la souveraineté stratégique.

Le discours prononcé par le Secrétaire général lors de la présentation du programme donne une clé de lecture supplémentaire. Il part d'un constat : plusieurs certitudes sur lesquelles reposait une partie de la mondialisation ne sont plus garanties.

L'accès aux marchés, une énergie abondante et abordable, la disponibilité de l'eau et de l'alimentation, la promesse que le progrès technologique crée mécaniquement davantage d'emplois, et la stabilité internationale sont désormais présentés comme des acquis fragilisés.

À cette incertitude extérieure s'ajoute un défi intérieur : la confiance. Confiance dans les institutions élues, dans l'action politique et les corps intermédiaires, mais aussi confiance des jeunes dans leur propre avenir. Le programme peut ainsi être lu comme une tentative de répondre simultanément à deux vulnérabilités : protéger davantage le citoyen contre les chocs et lui redonner des raisons concrètes de croire que le progrès national peut aussi devenir son progrès personnel.



LE MONDE A CHANGÉ

cinq certitudes qui ne le sont plus

Le point de départ du discours n'est pas une promesse électorale, mais une lecture du nouvel environnement international. La première « certitude perdue » concerne l'ouverture des marchés. Pendant plusieurs décennies, l'idée dominante était simple : ce qu'un pays ne produit pas peut être acheté ailleurs. La pandémie, les guerres, les tensions géopolitiques, les restrictions commerciales et le retour du protectionnisme ont montré les limites de ce raisonnement. Une chaîne d'approvisionnement peut se rompre ; une dépendance jugée économiquement rationnelle peut devenir une fragilité stratégique.

La deuxième incertitude concerne l'énergie. Pour un pays importateur d'une part importante de ses besoins énergétiques, une crise extérieure se transmet rapidement au coût du transport, à la production, à la balance commerciale et au pouvoir d'achat. Le discours en tire une conclusion politique : la sécurité énergétique ne relève plus seulement de l'économie, mais de la souveraineté.

Troisième bascule : l'eau et l'alimentation. La sécheresse, le stress hydrique et la variabilité de la production agricole sont décrits comme des phénomènes structurels. La sécurité hydrique devient dès lors une composante de la sécurité nationale et impose de rapprocher davantage les choix agricoles des ressources réellement disponibles, aujourd'hui comme demain.

Quatrième rupture : la technologie. L'intelligence artificielle et l'automatisation obligent à déplacer la question de l'emploi. Il ne suffit plus de demander combien d'emplois seront créés. Il faut également se demander quels métiers survivront, lesquels apparaîtront et si les jeunes disposeront des compétences permettant d'y accéder. École, université, formation professionnelle, recherche, industrie et politique numérique se retrouvent ainsi liées dans une même problématique de souveraineté technologique et cognitive.

Cinquième certitude fragilisée : la paix et la stabilité internationales. Le Maroc se situe au croisement de plusieurs espaces — Atlantique, Méditerranée, Afrique, Europe et monde arabe. Cette position l'expose aux répercussions des crises mais lui donne aussi, selon le discours, une valeur géostratégique accrue et de nouvelles possibilités de positionnement.

Le fil conducteur devient alors clair : il ne s'agit pas d'attendre le retour du monde d'avant. Il s'agit d'augmenter la capacité du pays à sécuriser ses besoins essentiels, réduire ses dépendances critiques, maîtriser davantage les technologies décisives et absorber les chocs extérieurs.

1. OUVERTURE DES MARCHÉS

Les chaînes d'approvisionnement se rompent, les dépendances deviennent des fragilités stratégiques.

2. ÉNERGIE

La sécurité énergétique devient un enjeu de souveraineté.

3. EAU ET ALIMENTATION

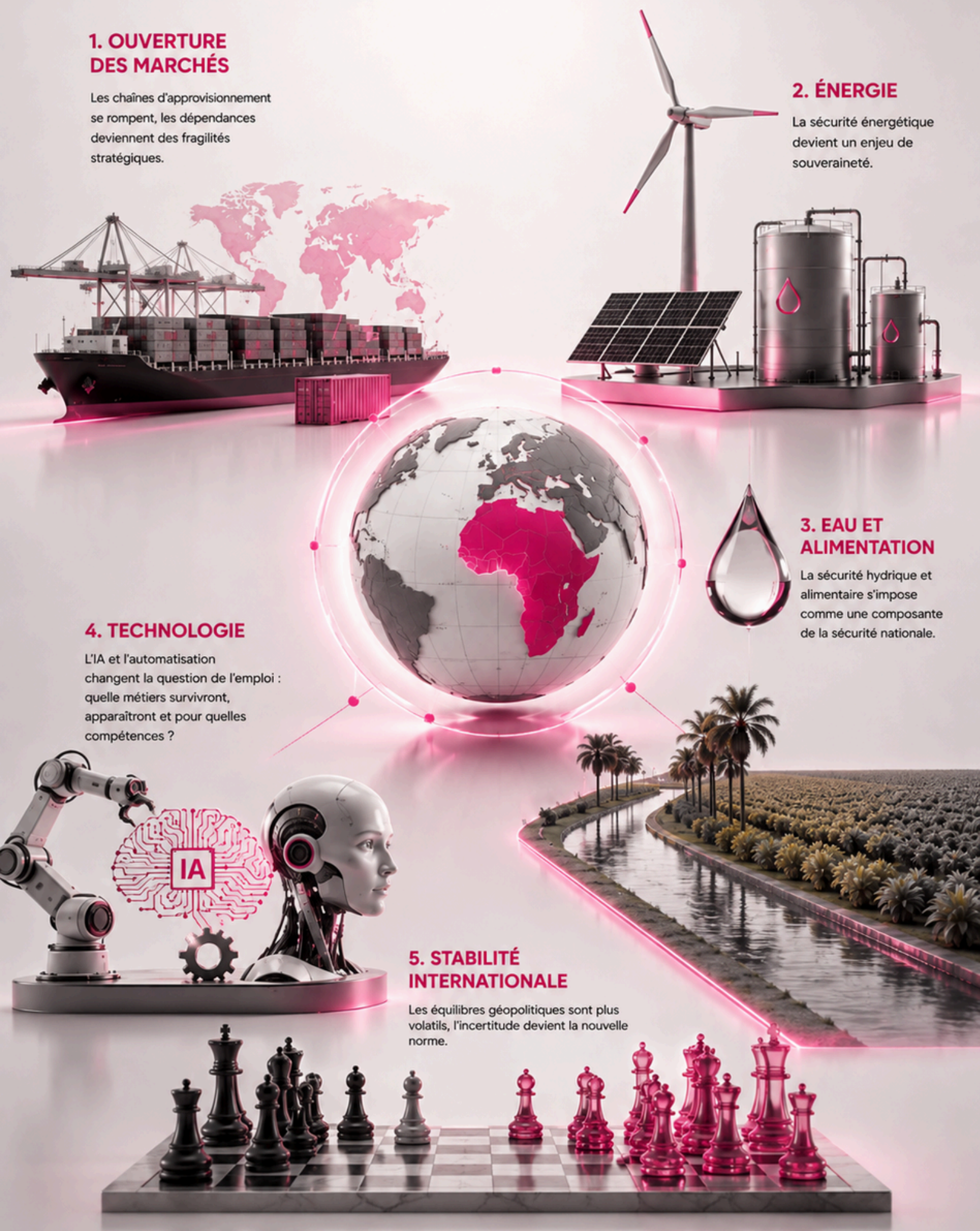
La sécurité hydrique et alimentaire s'impose comme une composante de la sécurité nationale.

4. TECHNOLOGIE

L'IA et l'automatisation changent la question de l'emploi : quelle métiers survivront, apparaîtront et pour quelles compétences ?

5. STABILITÉ INTERNATIONALE

Les équilibres géopolitiques sont plus volatils, l'incertitude devient la nouvelle norme.



L'AUTRE URGENCE

cinq certitudes qui ne le sont plus

Le point de départ du discours n'est pas une promesse électorale, mais une lecture du nouvel environnement international. La première « certitude perdue » concerne l'ouverture des marchés. Pendant plusieurs décennies, l'idée dominante était simple : ce qu'un pays ne produit pas peut être acheté ailleurs. La pandémie, les guerres, les tensions géopolitiques, les restrictions commerciales et le retour du protectionnisme ont montré les limites de ce raisonnement. Une chaîne d'approvisionnement peut se rompre ; une dépendance jugée économiquement rationnelle peut devenir une fragilité stratégique. La deuxième incertitude concerne l'énergie. Pour un pays importateur d'une part importante de ses besoins énergétiques, une crise extérieure se transmet rapidement au coût du transport, à la production, à la balance commerciale et au pouvoir d'achat. Le discours en tire une conclusion politique : la sécurité énergétique ne relève plus seulement de l'économie, mais de la souveraineté.

Troisième bascule : l'eau et l'alimentation. La sécheresse, le stress hydrique et la variabilité de la production agricole sont décrits comme des phénomènes structurels. La sécurité hydrique devient dès lors une composante de la sécurité nationale et impose de rapprocher davantage les choix agricoles des ressources réellement disponibles, aujourd'hui comme demain.

Quatrième rupture : la technologie. L'intelligence artificielle et l'automatisation obligent à déplacer la question de l'emploi. Il ne suffit plus de demander combien d'emplois seront créés. Il faut également se demander quels métiers survivront, lesquels apparaîtront et si les jeunes disposeront des compétences permettant d'y accéder. École, université, formation professionnelle, recherche, industrie et politique numérique se retrouvent ainsi liées dans une même problématique de souveraineté technologique et cognitive.

Cinquième certitude fragilisée : la paix et la stabilité internationales. Le Maroc se situe au croisement de plusieurs espaces — Atlantique, Méditerranée, Afrique, Europe et monde arabe. Cette position l'expose aux répercussions des crises mais lui donne aussi, selon le discours, une valeur géostratégique accrue et de nouvelles possibilités de positionnement.

Le fil conducteur devient alors clair : il ne s'agit pas d'attendre le retour du monde d'avant. Il s'agit d'augmenter la capacité du pays à sécuriser ses besoins essentiels, réduire ses dépendances critiques, maîtriser davantage les technologies décisives et absorber les chocs extérieurs.



TRANSPARENCE

PARTICIPATION
TRANSPARENCE
REDEVABILITÉ

ÉGALITÉ
DEVANT LA RÈGLE

CRITÈRES
CLAIRS

REDEVABILITÉ

MON PAYS, MON AVENIR

deux mots pour relier l'appartenance et la projection

Le slogan « **وطني مستقبلي** », que l'on peut rendre par « Mon pays, mon avenir », n'est pas présenté dans le discours comme une simple formule de campagne. Le premier terme renvoie à l'histoire, à l'identité, à l'appartenance, à l'unité nationale et territoriale, à la Monarchie constitutionnelle et aux valeurs marocaines. Le second renvoie simultanément au futur du Maroc et au futur de chaque citoyen à l'intérieur de ce Maroc.

Cette articulation mérite attention. Elle pose une condition à la réussite collective : le progrès national ne suffit pas si une partie de la population ne trouve pas sa place dans ce progrès. Le discours formule cette idée à travers des critères très concrets : qualité de l'éducation, emploi digne, santé, justice sociale et territoriale, égalité réelle des chances.

Autrement dit, le programme tente de rapprocher deux registres souvent traités séparément : l'appartenance nationale et l'ascension individuelle. Le pays doit être suffisamment souverain et résilient pour protéger son avenir ; le citoyen doit être suffisamment soutenu et libre pour construire le sien.



ÉDUCATION
DE QUALITÉ



EMPLOI
DIGNE



SANTÉ



JUSTICE SOCIALE
ET TERRITORIALE



ÉGALITÉ
DES CHANCES

LES CINQ ENGAGEMENTS

l'architecture politique du programme

Le programme officiel comprend 99 mesures réparties en cinq axes. Le discours du Secrétaire général les reformule en cinq engagements politiques plus directement lisibles : protéger la famille et le système de valeurs ; protéger les ménages contre la vie chère et soutenir le pouvoir d'achat ; ne pas reculer sur le service public ; appliquer une logique de « zéro tolérance » à la corruption et aux conflits d'intérêts ; renforcer la souveraineté stratégique du Maroc.

Cette reformulation est importante. Elle transforme une nomenclature programmatique en chaîne de protection. La famille protège contre les ruptures sociales ; le pouvoir d'achat protège contre l'érosion du niveau de vie ; le service public protège contre l'inégalité d'accès aux droits essentiels ; l'intégrité protège contre l'arbitraire et la rente ; la souveraineté protège contre les dépendances extérieures.

Ces cinq engagements ne sont donc pas cinq dossiers indépendants. Ils se renforcent mutuellement. Une souveraineté économique sans école performante manque de compétences. Une politique de pouvoir d'achat sans concurrence et sans transparence sur les marges peut perdre de son efficacité. Un État social sans reddition des comptes risque de dépenser davantage sans produire de meilleurs services. Une politique familiale sans emploi, logement ou santé ne peut pas, à elle seule, stabiliser les trajectoires de vie.

LES 5 ENGAGEMENTS

L'ARCHITECTURE POLITIQUE DU PROGRAMME

1

PROTÉGER LA FAMILLE

Préserver les valeurs et la cohésion sociale.



2

PROTÉGER 5 MÉNAGES ET LE POUVOIR D'ACHAT

Agir contre la vie chère et soutenir le quotidien.



4

ZÉRO TOLÉRANCE À LA CORRUPTION

Intégrité, transparence et fin de l'impunité.



3

NE PAS RECULER SUR L'SERVICE PUBLIC

Garantit l'égalité d'accès aux droits essentiels.



5

RENFORCER LA SOUVERAINÉTÉ STRATÉGIQUE

Assurer l'indépendance et maîtriser notre avenir.



PREMIER ENGAGEMENT

faire de la famille un espace de protection et de transmission

Le premier axe officiel comporte 22 mesures. Il associe les valeurs marocaines, la cohésion familiale, la solidarité entre générations, la petite enfance, les addictions et la santé mentale. Cette composition dit quelque chose de la conception retenue : la famille n'est pas seulement abordée sous l'angle moral ou démographique, mais comme un espace de protection sociale, éducative et psychologique.

Parmi les mesures figurent des politiques publiques intégrées sur les valeurs, le soutien au contenu numérique national, une « École de l'appartenance », le renforcement de l'arabe et de l'amazighe, une protection juridique des jeunes contre certains risques liés aux réseaux sociaux, une aide pouvant atteindre 5 000 dirhams pour les jeunes qui s'apprêtent à se marier, la médiation familiale, les crèches sociales, une déduction fiscale liée aux frais de scolarité et un congé flexible et rémunéré pour la garde des enfants.

Le même axe reconnaît l'addiction comme maladie chronique, prévoit le développement de l'addictologie, une politique de prévention, le programme « Hna Maak » de seconde chance, ainsi qu'une cartographie nationale de la santé mentale, des centres régionaux et l'intégration de la consultation psychologique dans l'Assurance maladie obligatoire.

L'originalité de l'ensemble tient à la volonté de traiter dans une même politique la transmission des valeurs, les contraintes économiques qui pèsent sur les familles et les vulnérabilités contemporaines — numériques, addictives ou psychologiques. La question décisive sera celle de l'articulation opérationnelle entre ces dispositifs.

1^{ER} ENGAGEMENT

FAIRE DE LA FAMILLE UN ESPACE DE PROTECTION ET DE TRANSMISSION



VALEURS & APPARTENANCE



COHÉSION FAMILIALE



SOLIDARITÉ ENTRE GÉNÉRATIONS



PETITE ENFANCE
Crèches sociales



SANTÉ MENTALE

Cartographie nationale,
centres régionaux et
consultation psychologique
intégrée à l'AMO



PROTECTION NUMÉRIQUE
Protection juridique
contre les risques
des réseaux sociaux



ADDICTIONS

Reconnaissance comme
maladie chronique
et développement
de l'addictologie



MÉDIATION FAMILIALE
Opposed familiale



PROGRAMME
« HNA MAAK »
Seconde chance



DÉDUCTION FISCALE
Frais de scolarité



SOUTIEN AU MARIAGE
Aide jusqu'à
5 000 dirhams



VALEURS TRANSMISES
AVENIR PROTÉGÉ

DEUXIÈME ENGAGEMENT

protéger le niveau de vie et consolider la classe moyenne

Le pouvoir d'achat est abordé par le programme à la fois du côté des revenus et du côté de la formation des prix. Il propose des sociétés régionales d'achat, de stockage et de distribution des produits agricoles et alimentaires ainsi qu'un mécanisme national transparent de suivi des marges sur les produits de consommation quotidienne.

Le programme prévoit aussi le relèvement progressif du salaire minimum et des pensions, l'accélération de la réforme des retraites, un programme de soutien à l'entrepreneuriat féminin et au travail à distance, un contrat social de sortie de la pauvreté et un plan national de renforcement de la classe moyenne à l'horizon 2031.

Le logement complète cette logique : financement du premier logement pour les jeunes et la classe moyenne, mobilisation du foncier public pour produire une offre abordable, nouvelle offre destinée à la classe moyenne, lutte contre la spéculation et recours à la location ou à l'accession progressive comme voie de stabilisation résidentielle.

La lecture politique est assez nette : la classe moyenne n'est pas seulement considérée comme une catégorie de revenu, mais comme un équilibre social à préserver. Le défi sera de transformer cette intention en critères mesurables : qui appartient à cette classe moyenne, comment son niveau de vie évolue-t-il, et quels indicateurs permettront d'évaluer le résultat en 2031 ?

2ÈME ENGAGEMENT

PROTÉGER LE NIVEAU DE VIE ET CONSOLIDER LA CLASSE MOYENNE



PRIX JUSTES & TRANSPARENCE

Sociétés régionales d'achat, de stockage et de distribution des produits agricoles et alimentaires.



SUIVI DES MARGES

Mécanisme national transparent de suivi des marges sur les produits de consommation quotidienne.



REVENUS & POUVOIR D'ACHAT

Relèvement progressif du salaire minimum et des pensions, accélération de la réforme des retraites.



ENTREPRENEURIAT & EMPLOI

Soutien à l'entrepreneuriat féminin et au travail à distance.



PROTECTION SOCIALE

Contrat social de sortie de la pauvreté et plan national de renforcement de la classe moyenne à l'horizon 2031.



LOGEMENT POUR TOUS

Financement du premier logement pour les jeunes et la classe moyenne.



FONCIER PUBLIC MOBILISÉ

Mobilisation du foncier public pour produire une offre de logements abordables.



OFFRE POUR LA CLASSE MOYENNE

Développement d'une nouvelle offre de logements adaptée à la classe moyenne.



LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION

Lutte contre la spéculation immobilière et encadrement des pratiques.



ACCÈS PROGRESSIF AU LOGEMENT

Recours à la location ou à l'accession progressive comme voie de stabilisation résidentielle.

TROISIÈME ENGAGEMENT

« pas de recul » du service public

L'axe consacré au service public est le plus fourni du programme avec 25 mesures. Il couvre l'école, l'hôpital et l'insertion des jeunes. Le discours en fait un engagement de principe : « pas de recul » du service public, en particulier dans la santé, l'éducation et la protection sociale.

Pour l'éducation, le programme met l'accent sur l'équité territoriale, la formation et la situation professionnelle des enseignants, la détection précoce du décrochage, la petite enfance, l'enseignement préscolaire gratuit, une plateforme nationale d'apprentissage numérique et d'intelligence artificielle, les langues, les compétences du XXI^e siècle et la prospective des métiers.

Pour la santé, il prévoit notamment une Agence nationale des urgences, une réforme de la gouvernance hospitalière, un parcours de soins coordonné autour du médecin référent, le renforcement des soins primaires et un nouveau modèle de partenariat avec le privé.

Pour les jeunes, plusieurs programmes sont nommés : une première expérience professionnelle encadrée, « Afaq » pour garantir une opportunité dans un délai de six mois, « Bidaya » pour la mobilité, « 100 000 talents numériques », des académies régionales de gestion locale, un service civique volontaire et un Passeport qualité de vie des jeunes.

Le fil rouge est l'égalité d'accès. Le service public n'est pas présenté uniquement comme un opérateur administratif ; il devient un mécanisme de correction des inégalités territoriales et sociales.

C'est ici que se joue une grande partie de la promesse d'un Maroc « à une seule vitesse ».

3ÈME ENGAGEMENT

« PAS DE RECUL » DU SERVICE PUBLIC

ÉGALITÉ D'ACCÈS POUR UN MAROC À UNE SEULE VITESSE



ÉDUCATION



Équité territoriale



Formation et situation professionnelle des enseignants



Détection précoce du décrochage



Petite enfance et enseignement préscolaire gratuit



Plateforme nationale d'apprentissage numérique et d'IA



Langues et compétences du XXI^e siècle



Prospective des métiers



SANTÉ



Agence nationale des urgences



Réforme de la gouvernance hospitalière



Parcours de soins coordonné autour du médecin référent



Renforcement des soins primaires



Nouveau modèle de partenariat avec le privé



JEUNESSE



Première expérience professionnelle encadrée



« Afaq » : une opportunité garantie dans un délai de 6 mois



« Bidaya » : mobilité pour les jeunes



« 100 000 talents numériques »



Académies régionales de gestion locale



Service civique volontaire



Passeport qualité de vie des jeunes

NOS PRINCIPES



ÉGALITÉ D'ACCÈS



ÉQUITÉ TERRITORIALE



CORRECTION DES INÉGALITÉS SOCIALES



PROTECTION SOCIALE



SERVICE PUBLIC AU SERVICE DE TOUS

QUATRIÈME ENGAGEMENT

« zéro tolérance » et restauration de la confiance

Le programme consacre 16 mesures à la corruption, à la rente et aux conflits d'intérêts. Il propose l'application stricte du lien entre responsabilité et reddition des comptes, une loi sur les conflits d'intérêts, la déclaration d'intérêts, le renforcement de la déclaration de patrimoine et la lutte contre l'enrichissement illicite.

Le volet économique prévoit de conditionner le soutien public à des critères clairs, d'appliquer un taux d'impôt sur les sociétés de 40 % aux situations de monopole, de renforcer le Conseil de la concurrence et la protection juridique des consommateurs. Le programme veut également passer de la logique de l'autorisation préalable à celle du cahier des charges et appliquer la règle selon laquelle le silence de l'administration vaut accord.

La numérisation occupe enfin une place structurante : généralisation des procédures numériques, plateformes garantissant l'égalité des chances entre entreprises, mobilisation de l'intelligence artificielle pour la gouvernance, protection des lanceurs d'alerte et publication annuelle d'indicateurs d'intégrité.

La formule « zéro tolérance » est politiquement forte. Pour devenir une doctrine de gouvernement, elle devra être accompagnée de mécanismes précis d'application, de contrôle et de publication des résultats. C'est à cette condition qu'elle pourra contribuer à l'objectif explicitement revendiqué de restaurer la confiance dans les institutions et dans l'action politique.

4^{ÈME} ENGAGEMENT

« ZÉRO TOLÉRANCE » ET RESTAURATION DE LA CONFIANCE



RESPONSABILITÉ ET REDDITION



Application de lien entre responsabilité et reddition des comptes



Lai sur les conflits d'intérêts et déclaration d'intérêts



Renforcement de la déclaration de patrimoine



Lutte contre l'enrichissement Illicite



ÉCONOMIE D'INTÉGRITÉ

Soutien public conditionné à des critères clairs



Taux IS de 40% aux situations de monopole



Renforcement du Conseil de la concurrence



NUMÉRISATION STRUCTURANTE



Généralisation des procédures numériques



Plateformes garantissant l'égalité des chances



Mobilisation de l'IA pour la gouvernance



Protection des lanceurs d'alerte



Publication d'indicateurs d'intégrité



NOS PRINCIPES



INTÉGRITÉ



EFFICACITÉ



ÉGALITÉ
DES CHANCES



PARTICIPATION
CITOYENNE



CONFIANCE
INSTITUTIONNELLE

CINQUIÈME ENGAGEMENT

la souveraineté comme capacité d'agir

Le cinquième axe comporte 20 mesures et donne à la souveraineté une définition très large. Il ne s'agit pas seulement de souveraineté diplomatique ou territoriale. Le programme parle de dépendances, de stockage stratégique, de dette extérieure, d'eau, d'énergie, de contenu local, d'industrie, de technologie, de données, de cybersécurité, d'alimentation, de médicament, de diaspora et de connectivité atlantique.

Une « Boussole nationale de souveraineté » doit identifier et réduire les dépendances. Une loi-cadre doit organiser le stockage stratégique des produits vitaux. Le programme pose la règle « l'eau d'abord », vise 50 % de contenu local dans les projets énergétiques à l'horizon 2031 et propose d'attribuer un poids de 30 % à la valeur produite au Maroc dans les marchés publics.

La montée en gamme industrielle est également recherchée dans l'automobile, l'aéronautique, les ressources minières et la défense. Sur le plan technologique, le programme prévoit une chaîne nationale complète de l'intelligence artificielle, de l'université à l'industrialisation, ainsi qu'un écosystème intégré de cybersécurité et une protection accrue des données et systèmes vitaux.

La souveraineté alimentaire et sanitaire est abordée à travers les produits alimentaires jugés souverains, les semences hybrides, les principes actifs pharmaceutiques et les vaccins. Enfin, la diaspora, le corridor atlantique et la création d'une flotte marchande nationale élargissent cette souveraineté à la projection extérieure.

L'idée générale peut être résumée ainsi : être souverain ne signifie pas se fermer, mais conserver une capacité de choix lorsque l'environnement se dégrade. Cette distinction entre autonomie stratégique et autarcie est essentielle pour comprendre la cohérence de l'axe.

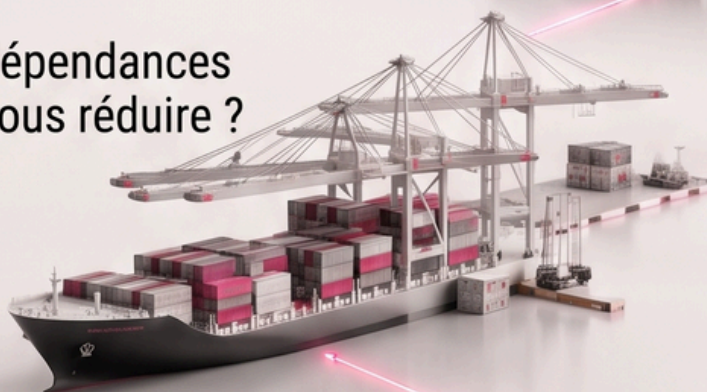
5. SOUVERAINETÉ COMME CAPACITÉ D'AGIR



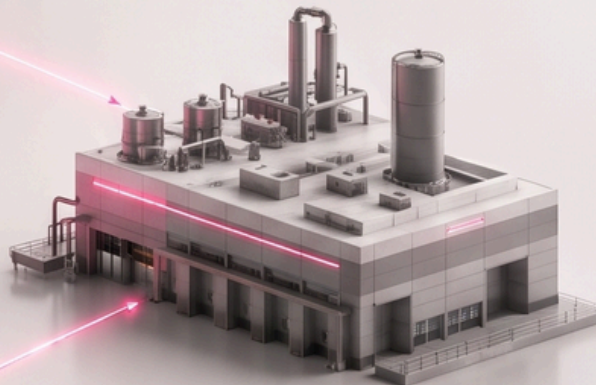
Comment sécuriser l'eau,
l'énergie et l'alimentation ?



Quelles dépendances
devons-nous réduire ?



Quelle industrie et quelle
technologie maîtriser ?



Comment protéger
nos données et nos
infrastructures ?



Comment rester ouvert
tout en gardant nos choix ?



LA JEUNESSE

non pas un chapitre, mais le test du programme

Le discours insiste sur la confiance dans l'avenir, particulièrement chez les jeunes, et mentionne un programme spécifique issu du « Pacte du 11 janvier pour la jeunesse ». Dans les 99 mesures, la jeunesse traverse plusieurs axes : protection face aux risques numériques, santé mentale, logement, emploi, mobilité, formation, compétences numériques, participation citoyenne et service civique.

Cette transversalité est cohérente avec le diagnostic initial. Si l'intelligence artificielle transforme les métiers, la réponse ne peut pas être uniquement une politique de l'emploi. Elle doit relier école, formation, recherche, industrie et numérique. Si le logement retarde l'autonomie, le sujet rejoint le pouvoir d'achat et la politique familiale. Si la défiance éloigne les jeunes de l'action collective, elle rejoint la gouvernance et l'intégrité.

Le véritable indicateur politique du programme pourrait donc être celui-ci : en 2031, davantage de jeunes auront-ils le sentiment qu'ils peuvent étudier, travailler, entreprendre, se loger et construire une trajectoire de vie au Maroc ? Le programme fournit des instruments ; l'évaluation devra porter sur les résultats.



DU « MAROC À PLUSIEURS VITESSES » AU « MAROC À UNE SEULE VITESSE

La conclusion du discours propose une image forte : passer d'un Maroc où les vitesses diffèrent à un Maroc « à une seule vitesse », dans lequel chaque citoyen, où qu'il vive, dispose du même droit à la dignité, au développement et à l'espoir.

Cette formule permet de relire l'ensemble des 99 mesures sous l'angle territorial. L'équité scolaire dans les zones rurales et montagneuses, les centres régionaux de santé mentale, l'offre territoriale de soins, les programmes régionaux d'auto-emploi, les marques territoriales, les académies régionales de gestion locale ou les sociétés régionales de distribution répondent, chacune à leur manière, à la question de l'écart entre territoires.

Mais « une seule vitesse » ne peut signifier uniformité. Les territoires marocains ont des structures économiques, démographiques et environnementales différentes. L'enjeu est plutôt celui d'un socle commun de droits, d'accès et d'opportunités, avec des politiques adaptées aux réalités locales. C'est sur ce terrain que la promesse de justice territoriale pourra être jugée.

MAROC TERRITOIRES

DU "MAROC À
PLUSIEURS VITESSES"
AU "MAROC À UNE
SEULE VITESSE"

UN SOCLE COMMUN DE DROITS POUR CHAQUE TERRITOIRE

CE QUE L'ODJ MÉDIA RETIENDRA COMME GRILLE DE LECTURE

Ce premier Livre rose ne cherche pas à distribuer les bons ou les mauvais points avant même que le débat électoral ait eu lieu. Il identifie la logique du programme et les questions auxquelles sa mise en œuvre devrait répondre. Cinq critères nous paraissent essentiels.

Premier critère : la traçabilité. Chaque engagement doit pouvoir être relié à des mesures, des responsabilités, un calendrier et des indicateurs. Deuxième critère : la cohérence budgétaire. Une politique publique n'existe réellement que si son financement, ses arbitrages et ses priorités sont explicites. Troisième critère : l'équité territoriale. Une mesure nationale doit être évaluée aussi par sa capacité à réduire les écarts d'accès entre territoires.

Quatrième critère : la capacité d'exécution. Créer une agence, un fonds, une plateforme ou un programme ne garantit pas en soi le résultat. Gouvernance, compétences, données, délais et contrôle sont déterminants. Cinquième critère : la mesure de l'impact sur la vie quotidienne. Le citoyen doit pouvoir constater si son pouvoir d'achat, son accès aux soins, l'éducation de ses enfants, son logement, son emploi ou ses démarches administratives se sont réellement améliorés.

C'est cette grille que L'ODJ Média appliquera dans les cinq Livres roses suivants. Ils entreront dans le détail des engagements, sans confondre explication et communication partisane, et sans attribuer au programme ce qu'il ne dit pas.

LODI



CONCLUSION

Un projet de protection, de confiance et de capacité d'agir

À la lecture croisée du programme officiel et du discours de présentation, trois mots structurent l'ensemble : protection, confiance, souveraineté.

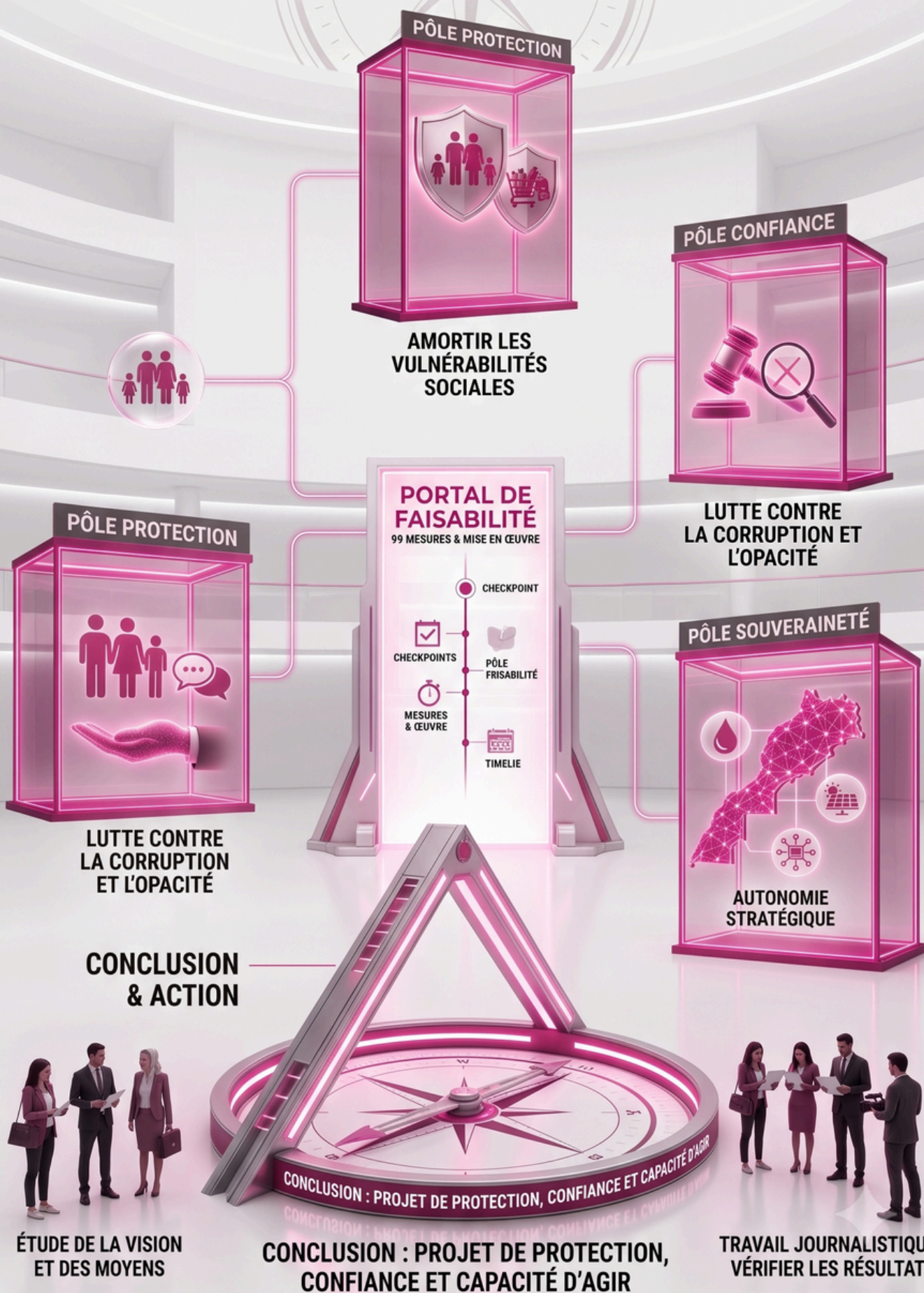
Protection, parce que les familles, le pouvoir d'achat, le service public et les mécanismes de solidarité sont mobilisés pour amortir les vulnérabilités sociales. Confiance, parce que la lutte contre la corruption, les conflits d'intérêts, la rente et l'opacité est explicitement reliée à la crédibilité de l'action publique.

Souveraineté, enfin, parce que les dépendances extérieures — eau, énergie, alimentation, technologie, médicaments, données ou logistique — sont désormais envisagées comme des facteurs directs de sécurité et de liberté d'action.

Le pari politique est ambitieux : faire tenir ensemble identité et modernisation, État social et compétitivité, ouverture internationale et autonomie stratégique, protection et responsabilité. Les 99 mesures donnent un contenu à ce pari ; elles ne suffisent pas encore à en démontrer la faisabilité. Celle-ci dépendra des priorités, des moyens, du calendrier, des institutions chargées de l'exécution et de la capacité à publier des résultats vérifiables.

C'est précisément là que commence le travail journalistique. Lire le programme, en restituer fidèlement les propositions, comprendre la vision qui les relie, puis interroger leur mise en œuvre. Le débat électoral gagne lorsqu'il quitte les invectives pour revenir aux projets, aux choix et aux conséquences concrètes pour les citoyens.

CONCLUSION : UN PROJET DE PROTECTION, DE CONFIANCE ET DE CAPACITÉ D'AGIR



LES CINQ AXES OFFICIELS EN UN REGARD

Axe	Intitulé	Mesures
1	Préserver le système de valeurs et renforcer la cohésion et la résilience des familles	22
2	Lutter contre la corruption, la rente et les conflits d'intérêts	16
3	Améliorer le pouvoir d'achat des familles et renforcer la classe moyenne	16
4	Soutenir et renforcer le rôle du service public dans le cadre de l'État social	25
5	Renforcer la souveraineté stratégique	20

Axe
1: VALEURS ET FAMILLES

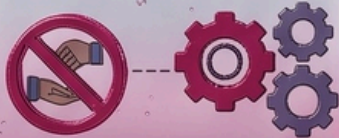
1 Préserver le système de valeurs et renforcer la cohésion et la résilience des familles



22 Mesures Associées

Axe 2: INTÉGRITÉ ET GOUVERNANCE

2 Lutter contre la corruption, la rente et les conflits d'intérêts



16 Mesures Associées

Axe
3: BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE DES FAMILLES

3 Améliorer le pouvoir d'achat des familles et renforcer la classe moyenne



16 Mesures Associées

Axe 4 : RENFORCEMENT DU SERVICE PUBLIC

4 Soutenir et renforcer le rôle du service public dans le cadre de l'État social



25 Mesures Associées

Axe 5: SOUVERAINETÉ ET STRATÉGIE

5 Renforcer la souveraineté stratégique



20 Mesures Associées

الاستراتيجية الوطنية للتنمية والإصلاح - المحاور والتدابير

المحور	العنوان	عدد التدابير
1	الحفاظ على منظومة القيم وتعزيز تماسك الأسر وقدرتها على الصمود	22
2	مكافحة الفساد والريع وتضارب المصالح	16
3	تحسين القدرة الشرائية للأسر وتعزيز الطبقة الوسطى	16
4	دعم وتعزيز دور المرفق العمومي في إطار الدولة الاجتماعية	25
5	تعزيز السيادة الاستراتيجية	20

99 تدبيرًا

المجموع

المحاور الخمسة الرسمية في لمحّة

عدد التدابير	العنوان	المحور
22	الحفاظ على منظومة القيم وتعزيز تماسك الأسر وقدرتها على الصمود	1
16	مكافحة الفساد والريع وتضارب المصالح	2
16	تحسين القدرة الشرائية للأسر وتعزيز الطبقة الوسطى	3
25	دعم وتعزيز دور المرفق العمومي في إطار الدولة الاجتماعية	4
20	تعزيز السيادة الاستراتيجية	5
99 تدبيرًا		المجموع

الخلاصة: مشروع للحماية، والثقة، والقدرة على الفعل



خاتمة

مشروع يقوم على الحماية والثقة والقدرة على اتخاذ القرار

والدولة الاجتماعية والقدرة على المنافسة، والانفتاح على العالم والاستقلالية الاستراتيجية، والحماية وتحمل المسؤولية. وتترجم الإجراءات الـ 99 هذا التوجه إلى مقترحات وتدابير عملية، غير أنها لا تكفي، في حد ذاتها، للحكم على مدى قابليته للتحقق. فذلك يظل رهيناً بوضوح الأولويات، وتوفير الموارد اللازمة، وضبط الآجال، وفعالية المؤسسات المكلفة بالتنفيذ، فضلاً عن القدرة على تحقيق نتائج ملموسة وواضحة وقابلة للقياس والتحقق

وهنا تحديداً يبدأ العمل الصحفي: بقراءة البرنامج الانتخابي، ونقل مقترحاته بدقة وأمانة، والوقوف على الرؤية التي يقوم عليها، ثم طرح السؤال الأهم حول مدى قدرته على الانتقال من حيز الوعود والنصوص إلى واقع قابل للتنفيذ. فالنقاش الانتخابي يصبح أكثر جدوى حين يتجاوز منطق التراسق والالتهامات، ويتجه إلى جوهر البرامج والاختيارات، وإلى النتائج التي يمكن أن يلمس المواطن أثرها في حياته اليومية

تكشف القراءة المتكاملة للبرنامج الرسمي والخطاب الذي رافق تقديمه ثلاثة مفاهيم أساسية تختزل جوهر الرؤية التي يقوم عليها: الحماية، والثقة، والسيادة.

الحماية، لأن الأسرة والقدرة الشرائية والخدمات العمومية وآليات التضامن تُطرح كوسائل للحد من أوجه الهشاشة الاجتماعية والتخفيف من آثارها، والثقة، لأن مكافحة الفساد وتضارب المصالح والريع وغياب الشفافية ترتبط بشكل مباشر بمصداقية العمل العمومي. أما السيادة، فترتبط بالتقليص من التبعيات الخارجية في مجالات حيوية، مثل الماء والطاقة والغذاء والتكنولوجيا والأدوية والبيانات والخدمات اللوجستية، باعتبارها عوامل ترتبط مباشرة بأمن البلاد وقدرتها على اتخاذ القرار والتحرك بحرية.

ويتمثل الرهان السياسي في القدرة على التوفيق بين مجموعة من العناصر التي قد تبدو، للوهلة الأولى، متباعدة: الجمع بين الهوية والتحديث،

LODI



كيف ستقرأ L'ODJ Média هذا البرنامج؟

لا تهدف هذه النسخة الأولى من الكتاب الوردي إلى إصدار أحكام مسبقة أو تقديم تقييمات قبل انطلاق النقاش الانتخابي، وإنما تروم فهم المنطق الذي يقوم عليه البرنامج، واستجلاء الرؤية التي تجمع بين مختلف مكوناته، وطرح الأسئلة التي ستفرضها مرحلة التنفيذ. وفي هذا الإطار، تستند القراءة التي تقدمها هيئة تحرير L'ODJ Média إلى خمسة معايير أساسية جديرة بالمتابعة.

أول هذه المعايير هو قابلية التتبع، فكل التزام ينبغي أن يكون مرتبطاً بإجراءات واضحة، وجهات محددة مسؤولة عن تنفيذه، وجدول زمني مضبوط، ومؤشرات تسمح بقياس مدى التقدم في إنجازه. ويأتي بعد ذلك معيار الانسجام المالي، إذ لا يمكن لأي سياسة عمومية أن تتحول إلى واقع ما لم تكن مصادر تمويلها وأولوياتها والاختيارات المالية المرتبطة بها واضحة ومحددة. أما المعيار الثالث، فيتعلق بالعدالة المجالية، بحيث ينبغي تقييم كل إجراء وطني أيضاً من خلال قدرته على تقليص الفوارق في الولوج إلى الخدمات والفرص بين مختلف المناطق.

ويتمثل المعيار الرابع في القدرة على التنفيذ. فإحداث وكالة أو صندوق أو منصة، أو إطلاق برنامج جديد، لا يضمن في حد ذاته تحقيق النتائج المنشودة. إذ تظل الحكامة، وتوفر الكفاءات والبيانات، واحترام الآجال، وفعالية آليات المراقبة، عوامل حاسمة في نجاح التنفيذ. أما المعيار الخامس، فيتمثل في قياس أثر السياسات على الحياة اليومية للمواطنين، فالمعيار الحقيقي هو ما إذا كان المواطن سيلحظ تحسناً فعلياً في قدرته الشرائية، أو في الولوج إلى العلاج، أو في جودة تعليم أبنائه، أو في فرص الحصول على السكن والعمل، أو في سهولة إنجاز معاملاته الإدارية.

وهذه هي المنهجية التي ستعتمدها L'ODJ Média في قراءة الالتزامات ضمن الكتب الوردية الخمسة المقبلة، التي ستتولى التعمق في تفاصيل كل التزام، مع التمييز بوضوح بين الشرح والتحليل من جهة، والتواصل الحزبي من جهة أخرى، والالتزام بعدم تحميل البرنامج ما لا يتضمنه أو نسب ما لم يرد فيه إليه.

من "مغرب بسرعات متعددة"
إلى "مغرب بسرعة واحدة"

أساس مشترك من الحقوق لكل إقليم ✨

من «مغرب بسرعات متعددة» إلى «مغرب يسير بالسرعة نفسها»

يختزل الخطاب في خاتمته هذه الرؤية في صورة قوية: الانتقال من مغرب تتفاوت فيه مستويات التقدم بين المجالات إلى مغرب «يسير بالسرعة نفسها»، يتمتع فيه كل مواطن، أينما كان، بالحق نفسه في الكرامة والتنمية والأمل.

وتسمح هذه العبارة بإعادة قراءة الإجراءات الـ 99 من منظور العدالة المجالية. فالإنصاف في التعليم بالمناطق القروية والجبلية، والمراكز الجهوية للصحة النفسية، وتوفير الخدمات الصحية على المستوى الترابي، وبرامج التشغيل الذاتي الجهوية، والعلامات الترابية، والأكاديميات الجهوية للتدبير المحلي، والشركات الجهوية للتوزيع، كلها إجراءات تستجيب، كل واحدة منها بطريقتها، لإشكالية التفاوت بين المجالات.

غير أن «السرعة نفسها» لا تعني توحيد جميع المجالات أو تطبيق السياسات نفسها عليها، لأن المجالات الترابية تختلف في بنياتها الاقتصادية والديموغرافية والبيئية. والمقصود، بالأحرى، هو توفير قاعدة مشتركة من الحقوق والخدمات والفرص، مع تكييف السياسات العمومية وفق خصوصيات كل منطقة واحتياجاتها. وعلى هذا الأساس يمكن قياس مدى تحقق الوعد بالعدالة المجالية.



الشباب

ليس مجرد محور في البرنامج، بل المعيار الحقيقي لنجاحه

11. من «مغرب بسرعات متعددة» إلى «مغرب يسير بالسرعة نفسها»

يختزل الخطاب في خاتمته هذه الرؤية في صورة قوية: الانتقال من مغرب تتفاوت فيه مستويات التقدم بين المجالات إلى مغرب «يسير بالسرعة نفسها»، يتمتع فيه كل مواطن، أينما كان، بالحق نفسه في الكرامة والتنمية والأمل.

وتسمح هذه العبارة بإعادة قراءة الإجراءات الـ 99 من منظور العدالة المجالية. فالإنصاف في التعليم بالمناطق القروية والجبلية، والمراكز الجهوية للصحة النفسية، وتوفير الخدمات الصحية على المستوى الترابي، وبرامج التشغيل الذاتي الجهوية، والعلامات الترابية، والأكاديميات الجهوية للتدبير المحلي، والشركات الجهوية للتوزيع، كلها إجراءات تستجيب، كل واحدة منها بطريقتها، لإشكالية التفاوت بين المجالات.

غير أن «السرعة نفسها» لا تعني توحيد جميع المجالات أو تطبيق السياسات نفسها عليها، لأن المجالات الترابية تختلف في بنيتها الاقتصادية والديموغرافية والبيئية. والمقصود، بالأحرى، هو توفير قاعدة مشتركة من الحقوق والخدمات والفرص، مع تكييف السياسات العمومية وفق خصوصيات كل منطقة واحتياجاتها. وعلى هذا الأساس يمكن قياس مدى تحقق الوعد بالعدالة المجالية.

5. السيادة

كقدرة على التصرف



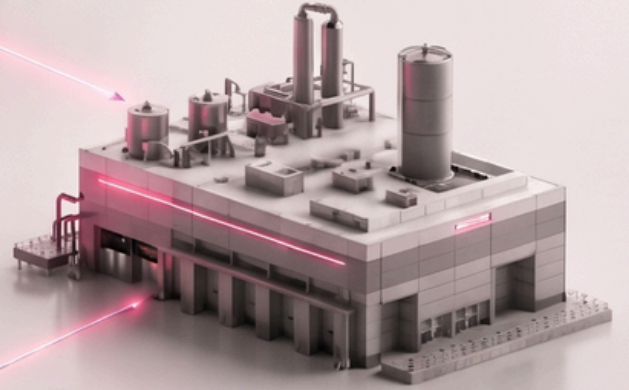
كيف يمكننا تأمين
المياه والطاقة والغذاء؟



ما هي التبعيات التي
يجب علينا تقليلها؟



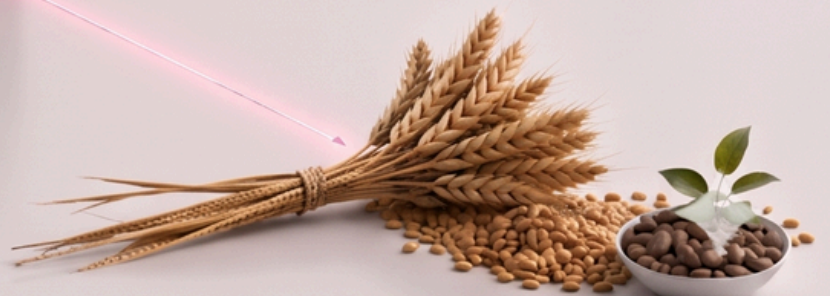
ما هي الصناعة والتقنية
التي يجب إتقانها؟



كيف يمكننا
حماية بياناتنا
وبنيتنا التحتية؟



كيف نظل منفتحين مع
الحفاظ على خياراتنا؟



الالتزام الخامس

السيادة بوصفها القدرة على اتخاذ القرار

يتضمن المحور الخامس 20 إجراءً، وي طرح مفهومًا واسعًا للسيادة يتجاوز بعدها الدبلوماسي والترابي. فالبرنامج يربط السيادة بقدرة البلاد على تقليص تبعيتها للخارج، وتأمين احتياجاتها الأساسية، والتحكم في مواردها الحيوية، وتعزيز قدراتها الصناعية والتكنولوجية، ويشمل ذلك مجالات التخزين الاستراتيجي، والدين الخارجي، والماء، والطاقة، والإنتاج المحلي، والصناعة، والتكنولوجيا، والبيانات، والأمن السيبراني، والأمن الغذائي والصحي، والجالية المغربية بالخارج، والربط بالمحيط الأطلسي.

ويقترح البرنامج إحداث «بوصلة وطنية للسيادة» لتحديد أوجه التبعية والحد منها، إلى جانب وضع قانون-إطار ينظم التخزين الاستراتيجي للمنتجات الحيوية، كما يطرح قاعدة «الماء أولاً»، ويستهدف رفع نسبة الإنتاج المحلي في المشاريع الطاقية إلى 50 في المائة بحلول سنة 2031، فضلاً عن منح قيمة الإنتاج المنجز في المغرب وزناً بنسبة 30 في المائة ضمن الصفقات العمومية.

ويولي البرنامج كذلك أهمية للارتقاء بالصناعة الوطنية نحو مستويات أعلى من القيمة المضافة، خصوصاً في قطاعات السيارات والطيران والموارد المعدنية والصناعات الدفاعية. وعلى المستوى التكنولوجي، يقترح إرساء منظومة وطنية متكاملة للذكاء الاصطناعي، تمتد من البحث الجامعي إلى التصنيع، إلى جانب بناء منظومة متكاملة للأمن السيبراني وتعزيز حماية البيانات والأنظمة الحيوية.

كما يتناول البرنامج السيادة الغذائية والصحية من خلال تأمين المنتجات الغذائية ذات الأهمية الاستراتيجية، وتطوير البذور الهجينة، وتعزيز إنتاج المواد الفعالة المستخدمة في صناعة الأدوية واللقاحات. ويمتد هذا التصور للسيادة إلى البعد الخارجي أيضاً، من خلال تعزيز الروابط مع الجالية المغربية بالخارج، وتطوير الممر الأطلسي، والعمل على إنشاء أسطول تجاري وطني.

ويمكن تلخيص الفكرة الأساسية لهذا المحور في أن السيادة لا تعني الانغلاق على الذات، وإنما امتلاك هامش حقيقي للاختيار واتخاذ القرار عندما تصبح الظروف المحيطة أكثر صعوبة. ومن هنا تبرز أهمية التمييز بين الاستقلالية الاستراتيجية والاختفاء الذاتي، وهو تمييز أساسي لفهم الرؤية التي يقوم عليها هذا المحور.

الإلتزام الرابع

« التسامح الصفري » وإستعادة الثقة



المسؤولية والمساءلة



تطبيق الارتباط بين المسؤولية والمساءلة
قانون تضارب المصالح وإقرار المصالح
تعزيز إقرار الذمة المالية
مكافحة الإثراء غير المشروع



اقتصاد النزاهة



دعم عمومي مشروط بمعايير واضحة
معدل ضريبة الشركات بنسبة 40% في حالات الاحتكار
تعزيز مجلس المنافسة



الرقمنة الهيكلية



تعميم الإجراءات الرقمية
منصات تضمن تكافؤ الفرص
تعبئة الذكاء الاصطناعي للحكامة
حماية المبلغين
نشر مؤشرات النزاهة

مبادئنا



النزاهة



الفعالية



تكافؤ الفرص



مشاركة المواطنين



الثقة المؤسسية

الالتزام الرابع

لاستعادة الثقة ، «صفر تسامح» مع الفساد والريع وتضارب المصالح

يخصص البرنامج 16 إجراءً لمكافحة الفساد والريع وتضارب المصالح، ويقترح في هذا الإطار التطبيق الصارم لمبدأ ربط المسؤولية بالمحاسبة، ووضع قانون خاص بتضارب المصالح، وإقرار التصريح بالمصالح، وتعزيز منظومة التصريح بالامتلاكات، والتصدي للإثراء غير المشروع.

وفي الجانب الاقتصادي، ينص البرنامج على ربط الاستفادة من الدعم العمومي بمعايير واضحة، وفرض ضريبة على الشركات بنسبة 40 في المائة في حالات الاحتكار، وتعزيز دور مجلس المنافسة، وتوفير حماية قانونية أقوى للمستهلكين، كما يقترح الانتقال من منطق الترخيص المسبق إلى نظام دفاتر التحملات، واعتماد قاعدة تقضي بأن عدم رد الإدارة يُعد موافقة.

وتحتل الرقمنة، بدورها، مكانة محورية في هذا التصور، من خلال تعميم الإجراءات الرقمية، وإحداث منصات تضمن تكافؤ الفرص بين الشركات، وتسخير الذكاء الاصطناعي لخدمة الحكامة، وحماية المبلغين عن المخالفات، ونشر مؤشرات النزاهة بشكل سنوي.

وتحمل عبارة «صفر تسامح» دلالة سياسية قوية، غير أن تحويلها إلى مبدأ ناظم للعمل الحكومي يقتضي إرفاقها بآليات دقيقة للتطبيق والمراقبة ونشر النتائج، وعندها فقط يمكن لهذا الالتزام أن يسهم فعلياً في تحقيق الهدف المعلن المتمثل في استعادة الثقة في المؤسسات وفي العمل السياسي.

الإلتزام الثالث

« لا تراجع » عن الخدمة العمومية

المساواة في الولوج من أجل مغرب بلا تفاوتات مجالية



التعليم

- الإنصاف المجالي
- تكوين ووضعية مهنية للمدرسين
- الكشف المبكر عن الهدر المدرسي
- الطفولة المبكرة والتعليم النتولي الأولي المجاني
- منصة وطنية للتعليم الرقمي والذكاء الاصطناعي
- اللغات ومهارات القرن الحادي والعشرين
- استشراف المهن



الصحة

- الوكالة الوطنية للمستعجلات
- إصلاح الحكامة الاستشفائية
- مسار علاجات منسق حول الطبيب المرجع
- تعزيز الرعاية الأولية
- نموذج جديد للشراكة مع القطاع الخاص



الشباب

- أول تجربة مهنية مؤطرة
- « آفاق » : فرصة مضمونة في أفق 6 أشهر
- « بداية » : حركية للشباب
- « 100,000 موهبة رقمية »
- الأكاديميات الجهوية للتدريب للتدبير المحلي
- خدمة مدنية تطوعية
- جواز جودة الحياة للشباب

مبادئنا



المساواة
في الولوج



الإنصاف
المجالي



معالجة التفاوتات
الاجتماعية



الحماية
الاجتماعية



الخدمة العمومية
في خدمة الجميع

الالتزام الثالث

«لا تراجع» في مستوى جودة الخدمات العمومية

وفي قطاع الصحة، يتضمن البرنامج إحداث وكالة وطنية للطوارئ الصحية، وإعادة النظر في حكمة المستشفيات، واعتماد مسار علاجي منسق يركز على الطبيب المرجعي، وتعزيز خدمات الرعاية الصحية الأولية، فضلاً عن إرساء نموذج جديد للشراكة مع القطاع الخاص.

أما فيما يتعلق بالشباب، فيقترح البرنامج مجموعة من المبادرات الرامية إلى تسهيل الولوج إلى سوق الشغل وتعزيز فرص الاندماج، من بينها إتاحة تجربة مهنية أولى مؤقتة، وبرنامج «آفاق» الذي يهدف إلى ضمان فرصة للشباب في غضون ستة أشهر، وبرنامج «بداية» لدعم التنقل، ومبادرة «100 ألف موهبة رقمية»، إلى جانب إحداث أكاديميات جهوية للتدبير المحلي، وإطلاق خدمة مدنية تطوعية، واعتماد «جواز جودة حياة الشباب».

وتتمحور مختلف هذه الإجراءات حول فكرة أساسية هي ضمان تكافؤ الولوج إلى الخدمات العمومية، فالخدمة العمومية لا تُطرح هنا باعتبارها مجرد آلية إدارية لتقديم الخدمات، وإنما باعتبارها أداة لتقليص الفوارق الاجتماعية والمجالية والحد من آثارها. ومن هنا يبرز أحد أهم رهانات تصور مغرب «يسير بالسرعة نفسها»، أي مغرب لا تحدد فيه جودة الخدمات العمومية بمكان إقامة المواطن أو بوضعه الاجتماعي، بل يستفيد فيه الجميع من مستوى عادل ومتقارب من الخدمات الأساسية.

يُعد محور الخدمات العمومية الأوسع ضمن البرنامج، إذ يضم 25 إجراءً تشمل التعليم والصحة وإدماج الشباب. ويضع الخطاب هذا المحور في إطار التزام مبدئي واضح: «لا تراجع» عن مستوى الخدمات العمومية، ولا سيما في مجالات الصحة والتعليم والحماية الاجتماعية.

ففي مجال التعليم، يركز البرنامج على تحقيق الإنصاف المجالي، والارتقاء بتكوين المدرسين وتحسين أوضاعهم المهنية، والكشف المبكر عن حالات الانقطاع عن الدراسة، والعناية بالطفولة المبكرة، وتعميم التعليم الأولي المجاني. كما يقترح إحداث منصة وطنية للتعليم الرقمي والذكاء الاصطناعي، وتعزيز تعليم اللغات، وتنمية مهارات القرن الحادي والعشرين، إلى جانب استشراف التحولات التي ستطرأ على المهن والوظائف مستقبلاً.

الالتزام الثاني

حماية مستوى المعيشة وتعزيز الطبقة الوسطى



الأسعار العادلة والشفافية

شركات جهوية للشراء والتخزين وتوزيع المنتجات وتوزيع المنتجات الفلاحية والغذائية.



متابعة الهوامش الربحية

آلية وطنية دائمة لتتبع هوامش الربح على منتجات الاستهلاك اليومي.



الدخل والقدرة الشرائية

الرفع التدريجي للحد الأدنى للأجور والمعاشات، والمعاشات، وتسريع إصلاح أنظمة التقاعد.



ريادة الأعمال والتشغيل

دعم ريادة الأعمال النسائية لسائية والعمل عن بعد.



الحماية الاجتماعية

تعاقد اجتماعي للخروج من الفقر ومخطط ومخطط وطني لتعزيز الطبقة الوسطى في أفق سنة 2031.



السكن للجميع

تمويل أول سكن للشباب وللطبقة الوسطى.



تعبئة العقار العمومي

تعبئة العقار العمومي لإنتاج عرض سكني بأسعار معقولة.



عرض للطبقة الوسطى

تطوير عرض سكني جديد متكيف مع احتياجات الطبقة الوسطى.



مكافحة المضاربة

مكافحة المضاربة العقارية وتأطير الممارسات.



الولوج التدريجي للسكن

اللجوء إلى الكراء أو الولوج التدريجي للملكية كسبيل للاستقرار السكني.

الالتزام الثاني

حماية مستوى المعيشة وترسيخ مكانة الطبقة الوسطى

ويأتي السكن ليكمل هذه الرؤية، من خلال تمويل اقتناء السكن الأول لفائدة الشباب والطبقة الوسطى، وتعبئة العقار العمومي لتوفير عرض سكني بأسعار في المتناول، وإطلاق عرض سكني جديد موجه إلى الطبقة الوسطى، ومহারبة المضاربة العقارية، واعتماد الكراء أو التملك التدريجي كخيارين يساهمان في تحقيق الاستقرار السكني.

وتتضح الرؤية السياسية لهذا المحور بشكل جلي: فالطبقة الوسطى لا ينظر إليها البرنامج باعتبارها مجرد فئة محددة وفق مستوى الدخل، وإنما باعتبارها مكوناً أساسياً من مكونات التوازن الاجتماعي، يستوجب الحفاظ عليه. ويبقى التحدي الحقيقي هو ترجمة هذا التوجه إلى معايير قابلة للقياس: من يندرج ضمن الطبقة الوسطى؟ وكيف يتطور مستوى معيشتها؟ وما المؤشرات التي يمكن اعتمادها لتقييم النتائج المحققة بحلول سنة

يعالج البرنامج مسألة القدرة الشرائية من زاويتين متكاملتين، تتعلق الأولى بمدخل الأسر، فيما ترتبط الثانية بكيفية تحديد الأسعار وتشكّلها. وفي هذا السياق، يقترح البرنامج إحداث شركات جهوية تتولى شراء المنتجات الزراعية والغذائية وتخزينها وتوزيعها، إلى جانب اعتماد آلية وطنية شفافة لتتبع هوامش الربح في المواد الاستهلاكية اليومية.

كما يقترح الرفع التدريجي من الحد الأدنى للأجور والمعاشات، وتسريع إصلاح أنظمة التقاعد، وإطلاق برنامج لدعم ريادة الأعمال النسائية والعمل عن بُعد، واعتماد عقد اجتماعي للخروج من الفقر، فضلاً عن وضع خطة وطنية لتعزيز الطبقة الوسطى في أفق سنة



القيم والانتماء



التماسك الأسري



التضامن بين الأجيال



الطفولة المبكرة
حضانات اجتماعية



الصحة النفسية

خارطة طريق وطنية،
مراكز جهوية واستشارات
نفسية مدمجة في التأمين
الإجباري عن المرض (AMO)



الحماية الرقمية
حماية قانونية ضد
مخاطر الشبكات الاجتماعية



الإدمان

الاعتراف به كمرض مزمن
فرصة ثانية



الوساطة الأسرية
الملف الأسري



برنامج "حنا معاك"
الاعتراف به كمرض مزمن
وتطوير علم الإدمان



خصم ضريبي
رسوم الدراسة



دعم الزواج

مساعدة تصل
إلى 5,000 درهم



نقل القيم
مستقبل محمي

الالتزام الأول

جعل الأسرة فضاءً للحماية ونقل القيم

يتضمن المحور الأول في البرنامج الرسمي 22 إجراءً، ويجمع بين القيم المغربية، والتماسك الأسري، والتضامن بين الأجيال، ورعاية الطفولة المبكرة، ومواجهة الإدمان، والصحة النفسية. ويعكس هذا التنوع تصورًا واضحًا لدور الأسرة، التي لا يتم تناولها من زاوية أخلاقية أو ديموغرافية فحسب، بل باعتبارها فضاءً للحماية الاجتماعية والتربوية والنفسية.

وتشمل الإجراءات المقترحة وضع سياسات عمومية متكاملة بشأن القيم، ودعم المحتوى الرقمي الوطني، وإحداث «مدرسة الانتماء»، وتعزيز مكانة اللغتين العربية والأمازيغية، وتوفير حماية قانونية للشباب من بعض المخاطر المرتبطة بشبكات التواصل الاجتماعي، ومنح مساعدة مالية قد تصل إلى 5 آلاف درهم للشباب المقبلين على الزواج، إلى جانب الوساطة الأسرية، ودور الحضانة الاجتماعية، وإقرار خصم ضريبي مرتبط بمصاريف الدراسة، وعطلة مرنة ومدفوعة الأجر لرعاية الأطفال.

كما يتناول المحور نفسه الإدمان باعتباره مرضًا مزمنًا، من خلال تطوير طب الإدمان، ووضع سياسة للوقاية، وإطلاق برنامج «حنا معاك» للفرصة الثانية، إلى جانب إعداد خريطة وطنية للصحة النفسية، وإحداث مراكز جهوية، وإدماج الاستشارات النفسية ضمن منظومة التأمين الإجباري عن المرض.

وتكمن خصوصية هذا المحور في محاولة معالجة قضايا مترابطة ضمن سياسة واحدة، تشمل نقل القيم، والأعباء الاقتصادية التي تتحملها الأسر، وأشكال الهشاشة التي يفرضها الواقع المعاصر، سواء كانت مرتبطة بالعالم الرقمي أو الإدمان أو الصحة النفسية. ويبقى التحدي الأساسي هو مدى القدرة على تحقيق التكامل العملي بين مختلف هذه الآليات والتدابير.

الالتزامات الخمس

الهيكل السياسي للبرنامج

1

حماية الأسرة

الحفاظ على القيم
والتماسك الاجتماعي.



2

حماية القوة الشرائية للأسر

مكافحة غلاء المعيشة
ودعم المعيش اليومي.



4

عدم التسامح المطلق مع الفساد

النزاهة، والشفافية،
 وإنهاء الإفلات من العقاب.



3

الحفاظ على الخدمات العمومية وتطويرها

ضمان تكافؤ الفرص في الوصول
إلى الحقوق الأساسية.



5

تعزيز السيادة الاستراتيجية

ضمان الاستقلال
والتحكم في مستقبلنا.



الأسرة



الالتزامات الخمسـة

الهيكلـة السـياسـية الـتي يـقوم عليـها البرنامـج

وتكتسي هذه الصياغة أهمية خاصة، لأنها تحول قائمة الإجراءات الواردة في البرنامج إلى منظومة متكاملة للحماية.

فالأسرة تحمي من التفكك الاجتماعي، والقدرة الشرائية تحمي من تراجع مستوى المعيشة، والخدمات العمومية تحمي من عدم تكافؤ الاستفادة من الحقوق الأساسية، والنزاهة تحمي من التعسف والريع، فيما تحمي السيادة من التبعية للخارج.

ومن ثم، لا تشكل هذه الالتزامات الخمسة ملفات مستقلة عن بعضها، بل يعزز كل منها الآخر. فسيادة اقتصادية من دون مدرسة قادرة على تقديم تعليم جيد تظل محدودة بسبب نقص الكفاءات.

وسياسة لدعم القدرة الشرائية، من دون منافسة وشفافية في تحديد هوامش الربح، قد تفقد جزءاً من فعاليتها. كما أن الدولة الاجتماعية، من دون آليات واضحة للمساءلة، قد تنفق المزيد من الموارد من دون أن يؤدي ذلك بالضرورة إلى تحسين الخدمات.

أما سياسة حماية الأسرية، فلا يمكنها وحدها أن توفر الاستقرار لمسارات حياة المواطنين من دون توفير فرص العمل والسكن والرعاية الصحية.

وطنني مستقبلي

بلادي، مستقبلي



ثوابتنا
قيمنا
مغربنا



تعليم ذو جودة



شغل كريم



صحة



عدالة اجتماعية
ومجالية



تكافؤ الفرص

«وطني، مستقبلي»

كلمتان تجمعان بين الانتماء والتطلع إلى المستقبل

وبعبارة أخرى، يحاول البرنامج التقريب بين مجالين غالبًا ما يتم التعامل معهما بشكل منفصل: الانتماء الوطني وتحسين مسار الفرد وحياته. فالدولة تحتاج إلى قدر كافٍ من السيادة والقدرة على الصمود لحماية مستقبلها، فيما يحتاج المواطن إلى الدعم والحرية الكافيين لبناء مستقبله

يتضمن البرنامج الرسمي 99 إجراءً موزعة على خمسة محاور. وقد أعاد الأمين العام للحزب تقديم هذه المحاور في شكل خمس التزامات سياسية أكثر وضوحًا للقارئ: حماية الأسرة ومنظومة القيم؛ حماية الأسر من غلاء المعيشة ودعم القدرة الشرائية؛ عدم التراجع عن مستوى الخدمات العمومية؛ اعتماد مبدأ «صفر تسامح» مع الفساد وتضارب المصالح؛ وتعزيز السيادة الاستراتيجية للمغرب.

لا يقدّم الخطاب شعار «وطني، مستقبلي» باعتباره مجرد عبارة انتخابية، فالكلمة الأولى تحيل إلى التاريخ والهوية والانتماء والوحدة الوطنية والترايبية، وإلى الملكية الدستورية والقيم المغربية. أما الثانية، فتشير في الوقت نفسه إلى مستقبل المغرب وإلى مستقبل كل مواطن داخل هذا الوطن.

وتستحق هذه العلاقة بين الكلمتين التوقف عندها، لأنها تضع شرطًا أساسيًا لتحقيق التقدم الجماعي: فتقدم الوطن لا يكفي إذا لم يجد جزء من المواطنين مكانهم فيه، ولم يلمسوا أثره في حياتهم. ويعبّر الخطاب عن هذه الفكرة من خلال معايير ملموسة، من بينها جودة التعليم، والعمل اللائق، والصحة، والعدالة الاجتماعية والمجالية، والمساواة الفعلية في الفرص.



TRANSPARENCE

ÉGALITÉ
DEVANT LA RÈGLE

CRITÈRES
CLAIRS

REDEVABILITÉ

تحدُّ آخر لا يقل إلحاحًا أزمة الثقة

لا تكتمل قراءة التحولات الخارجية من دون التوقف عند ما يوازيها من تحديات داخلية. فالخطاب يتحدث بوضوح عن «أزمة ثقة» تطل المؤسسات المنتخبة، والعمل السياسي، والنقابات، والمجتمع المدني، وشبكات التواصل الاجتماعي، وتمتد، بصورة أعمق، إلى نظرة فئة من الشباب إلى المستقبل.

وتكتسب هذه النقطة أهمية خاصة، لأنها تغير الطريقة التي ينبغي بها تقييم أي برنامج. فلم يعد الالتزام المعلن يُقاس فقط بحجم طموحه، بل أيضًا بمدى مصداقيته، وإمكانية التحقق منه، وقدرته على إحداث تحسن ملموس يمكن للمواطن أن يلمسه في حياته اليومية. ولعل هذا ما يفسر تركيز الخطاب على التزامات توصف بأنها أهداف طموحة وجريئة وواقعية وذات أولوية، بدل الاكتفاء بتكديس الوعود.

غير أن الثقة لا تُفرض بقرار، وإنما تُبنى من خلال النتائج، والشفافية، والمساواة في تطبيق القواعد، وتمكين كل فرد من معرفة من يتخذ القرار، وعلى أي أساس يتخذ، ومن يتحمل مسؤولية تقديم الحساب بشأنه. ومن هنا يلتقي الجانب المتعلق بمكافحة الفساد في البرنامج مع السياسات الاجتماعية والاقتصادية، لتصبح الثقة قضية مشتركة تمتد عبر مختلف المجالات، بدل أن تكون مجرد محور منفصل.

1. OUVERTURE DES MARCHÉS

Les chaînes d'approvisionnement se rompent, les dépendances deviennent des fragilités stratégiques.

2. ÉNERGIE

La sécurité énergétique devient un enjeu de souveraineté.

3. EAU ET ALIMENTATION

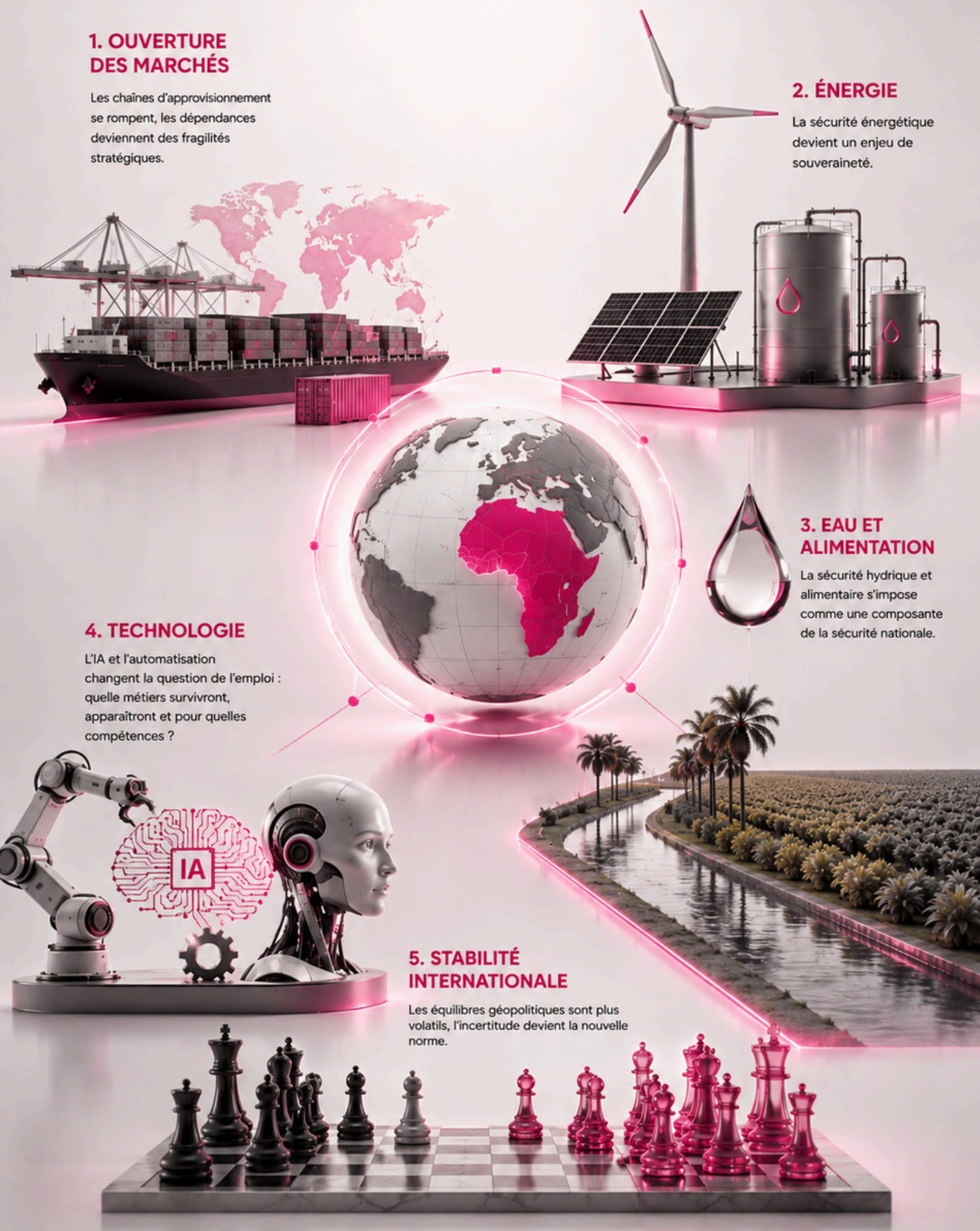
La sécurité hydrique et alimentaire s'impose comme une composante de la sécurité nationale.

4. TECHNOLOGIE

L'IA et l'automatisation changent la question de l'emploi : quelle métiers survivront, apparaîtront et pour quelles compétences ?

5. STABILITÉ INTERNATIONALE

Les équilibres géopolitiques sont plus volatils, l'incertitude devient la nouvelle norme.



العالم تغيّر

خمس مسلمات لم تعد ثابتة كما كانت

أما التحول الثالث، فيتعلق بالماء والغذاء. فقد أصبح الجفاف والإجهاد المائي وتذبذب الإنتاج الزراعي ظواهر ذات طابع هيكلي. ومن ثم، تتحول مسألة الأمن المائي إلى أحد مكونات الأمن الوطني، بما يفرض مواءمة الخيارات الزراعية بصورة أكبر مع الموارد المتاحة فعلياً، اليوم وفي المستقبل.

ويتمثل التحول الرابع في التكنولوجيا. فالذكاء الاصطناعي والأتمتة يفرضان إعادة التفكير في مستقبل فرص العمل. ولم يعد السؤال يقتصر على عدد فرص العمل التي ستُخلق، بل أصبح من الضروري أيضاً معرفة المهن التي ستستمر، وتلك التي ستظهر مستقبلاً، وما إذا كان الشباب سيمتلكون المهارات التي تؤهلهم للولوج إليها. وهكذا ترتبط المدرسة والجامعة والتكوين المهني والبحث العلمي والصناعة والسياسة الرقمية ضمن رؤية واحدة، عنوانها تعزيز السيادة التكنولوجية والمعرفية

أما المسلمة الخامسة التي أصبحت أكثر هشاشة، فتتعلق بالسلم والاستقرار الدوليين. فالمغرب يوجد عند تقاطع عدة فضاءات جيوسياسية، تمتد من المحيط الأطلسي والبحر الأبيض المتوسط إلى إفريقيا وأوروبا والعالم العربي. ويجعل هذا الموقع المغرب أكثر عرضة لتداعيات الأزمات، لكنه يمنحه في المقابل، وفق ما يطرحه الخطاب، أهمية جيوسياسية متزايدة وفرصاً جديدة لتعزيز مكانته ودوره على الساحة الدولية

لا ينطلق الخطاب من وعود انتخابية، بل من قراءة للتحويلات التي يشهدها المحيط الدولي. وتتعلق أولى «المسلمات التي لم تعد ثابتة» بانفتاح الأسواق. فلعمود طويلة، سادت فكرة بسيطة مفادها أن ما لا ينتج بلد ما يمكنه استيراده من الخارج. غير أن جائحة كوفيد-19، والحروب، والتوترات الجيوسياسية، والقيود التجارية، وعودة النزعة الحمائية، كشفت حدود هذا المنطق. فقد تنقطع سلاسل الإمداد، كما أن ما كان يبدو اعتماداً اقتصادياً منطقياً على الخارج قد يتحول إلى نقطة ضعف استراتيجية.

أما التحدي الثاني، فيتعلق بالطاقة. فبالنسبة إلى بلد يستورد جزءاً كبيراً من احتياجاته من الطاقة، سرعان ما تنعكس الأزمات الخارجية على تكاليف النقل والإنتاج، وعلى الميزان التجاري والقدرة الشرائية للمواطن. ومن هنا يخلص الخطاب إلى نتيجة تتجاوز الجانب الاقتصادي : لم يعد أمن الطاقة مسألة اقتصادية فحسب، بل أصبح جزءاً أساسياً من مفهوم السيادة



قراءة البرنامج الانتخابي بما يتجاوز قائمة التدابير

قراءة

ويقدم الخطاب الذي ألقاه الأمين العام للحزب بمناسبة تقديم البرنامج مفتاحاً إضافياً لفهم هذه الرؤية، فهو ينطلق من تشخيص مفاده أن عدداً من المسلمات التي قامت عليها منظومة العولمة لم تعد تحظى بالضمانات نفسها التي كانت تتمتع بها.

فقد أصبح الوصول إلى الأسواق، وتوفير الطاقة بأسعار معقولة، وتوفير المياه والمواد الغذائية، والاعتقاد بأن التقدم التكنولوجي سيؤدي تلقائياً إلى خلق المزيد من فرص العمل، فضلاً عن الاستقرار الدولي، كلها مكتسبات باتت أكثر عرضة للاهتزاز.

وإلى جانب ما تفرضه التحولات الدولية من حالة من عدم اليقين، يبرز تحدٍّ داخلي لا يقل أهمية: الثقة، الثقة في المؤسسات المنتخبة، وفي العمل السياسي، وفي الهيئات الوسيطة، وكذلك ثقة الشباب في مستقبلهم. ومن هذا المنظور، يمكن قراءة البرنامج باعتباره محاولة للاستجابة لتحديين متلازمين: حماية المواطن من تداعيات الصدمات، واستعادة ثقته في أن تقدم البلاد يمكن أن يتحول إلى تحسن ملموس في حياته وفرصه ومستقبله.

يمكن قراءة البرنامج الانتخابي بطريقتين. تقوم الأولى على جمع المقترحات، ورصد الأرقام، والوقوف عند التدابير الجديدة والالتزامات الأكثر وضوحاً ومباشرة. أما الثانية، فتبحث عن الخيط الناظم الذي يجمع مختلف مكونات البرنامج : ما التشخيص الذي يقدمه لفهم واقع البلاد و التحولات العالمية ؟

وأي مشروع مجتمعي يتبلور من خلال هذه الإجراءات؟ وكيف تتكامل رؤيته للدولة والأسرة والاقتصاد والعدالة والسيادة ضمن مشروع واحد؟

هذه هي القراءة الثانية التي تقترحها هيئة تحرير L'ODJ Média في هذا الكتاب الوردي الأول.

ولا يرمي هذا الإصدار إلى أن يحل محل البرنامج الرسمي لحزب الاستقلال، ولا إلى أن يتحدث باسم مسؤوليه، وإنما يسعى إلى تسليط الضوء على البنية السياسية لبرنامج يضم 99 إجراءً، وينتظم حول خمسة محاور : القيم والأسرة، مكافحة الفساد والريع وتضارب المصالح، القدرة الشرائية والطبقة الوسطى، المرفق العمومي في إطار الدولة الاجتماعية، وأخيراً السيادة الاستراتيجية.



ملاحظة تحريرية

هذا الكتاب الوردي إصدار عن هيئة تحرير L'ODJ Média، ويقدم قراءة صحفية وتفسيرية وتحليلية للبرنامج التشريعي لحزب الاستقلال للفترة 2026-2031، وللخطاب الذي قدم خلاله الأمين العام للحزب مضامين هذا البرنامج.

ولا يمثل هذا الإصدار بأي شكل من الأشكال منشورًا رسميًا لحزب الاستقلال، ولا إعادة إنتاج لبرنامج الانتخابي، كما أنه ليس وثيقة انتخابية صادرة عن الحزب أو منجزة باسمه.

وتستند المقترحات المنسوبة إلى الحزب إلى ما ورد في الوثائق الأصلية التي تم الاطلاع عليها. أما التحليلات والعناوين وعمليات وضع المقترحات في سياقها، وكذا التقييمات الواردة في هذا الكتاب، فتندرج ضمن المسؤولية التحريرية لهيئة تحرير L'ODJ Média.

مهم : النسخة الفرنسية من البرنامج، المعتمدة كوثيقة عمل، مقدمة باعتبارها ترجمة مؤقتة، ولا تحل محل النص الأصلي باللغة العربية.

دليل الاستعمال

يشكل هذا الجزء الأول الكتاب المرجعي لهذه السلسلة، إذ يقدم التشخيص العام والأسس الفكرية، والانسجام الذي يربط مختلف مكونات البرنامج. أما الأجزاء الخمسة الموالية، فستتولى التعمق في الالتزامات الموضوعاتية، واستعراض الإجراءات المرتبطة بكل التزام.

LODj



لنخبرك By LODj فجيك

تابعوا أحدث الأخبار وآخر المستجدات بشكل مستمر عبر منصتنا، ولا تفوتوا أي خبر



www.lodj.info

الجدول

تمهيد — قراءة البرنامج بما يتجاوز مجرد تعداد الإجراءات

1.العالم تغيّر: خمس مسلّمات لم تعد ثابتة كما كانت

2.تحدّي آخر لا يقل إلحاحًا : أزمة الثقة

3. «وطني، مستقبلي» : كلمتان تختزلان الانتماء والتطلع إلى المستقبل

4.الالتزامات الخمسة : الهيكلية السياسية التي يقوم عليها البرنامج

5.الالتزام الأول : جعل الأسرة فضاءً للحماية ونقل القيم

6.الالتزام الثاني : حماية القدرة الشرائية وتعزيز الطبقة الوسطى

7.الالتزام الثالث : «لا تراجع» في مستوى جودة الخدمات العمومية

8.الالتزام الرابع : لاستعادة الثقة، «صفر تسامح» مع الفساد والريع وتضارب المصالح

9.الالتزام الخامس : السيادة بوصفها القدرة على اتخاذ القرار

10.الشباب : ليس مجرد محور في البرنامج، بل المعيار الحقيقي لنجاحه

11.من «مغرب بسرعات متعددة» إلى «مغرب بسرعة واحدة»

12.كيف ستقرأ L'ODJ Média هذا البرنامج؟

خاتمة — مشروع للحماية والثقة والقدرة على الفعل

LODJ

المستقبل وطني

مشروع مجتمعي تتجسد ملامحه
في 99 إجراءً

قراءة في الرؤية التي توحد بين الالتزامات الخمسة
والإجراءات الـ 99 الواردة في البرنامج التشريعي للفترة
2026-2031

إصدار عن هيئة تحرير L'ODJ MEDIA
شتنبر 2026